



**AMBASSADE DE FRANCE AU PANAMA
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL**

Le Chef de service

A Panama, le 16 février 2017

Rédacteur : William LEVASSEUR

NOTE

Objet : Le secteur bancaire panaméen après les Panama Papers.

Suite aux affaires « Panama Papers » et Wisa, le secteur bancaire panaméen a plutôt bien tenu le choc face à ce qui aurait pu entraîner un effet de panique à motif « réputationnel » et une fuite massive des déposants. A l'analyse, le risque qui semble avoir pesé sur les résultats et le comportement des banques est un risque de crédit domestique qui pourrait annoncer le dégonflement d'une bulle hypothécaire et de consommation. Pour se prémunir contre ces risques, les banques ont renforcé leurs provisions, diminuant ainsi sensiblement leur rentabilité. Le risque d'image est cependant toujours présent et, très attaché à sa réputation, le centre bancaire a tout intérêt à ce que les réformes portant sur la transparence financière se concrétisent.

I. Un secteur en croissance mais qui perd en rentabilité...

Selon les chiffres de la Contraloria General, l'intermédiation financière qui englobe le secteur des banques et des assurances, représente 7,4 % du PIB en 2015, ce qui en fait le 5^{ème} secteur le plus important de l'économie après le commerce (21,1%), la construction (15,7%), les transports et communications (12,9%) et l'immobilier (8,8%). Après une croissance de +13,1% en 2015, ce secteur a connu une croissance de +8,3% sur les trois premiers trimestres de 2016.

Le Centre Bancaire International de Panama regroupe d'une part, les banques de licence étrangère, 28 actuellement, qui ne peuvent effectuer d'opérations qu'avec l'extérieur ou sur le marché interbancaire local et d'autre part, les banques disposant d'une licence générale, leur permettant de réaliser des opérations localement et à l'étranger. Ces dernières, au nombre de 47, composent le Système Bancaire National (SBN).

Fin 2015, les actifs du CBI atteignaient 117,2 Md USD (225% du PIB), en hausse de +8,1% par rapport à 2014. Le portefeuille de crédit s'établissait à 72,6 Md USD, en progression de +9,9 % par rapport à 2014. Le crédit au secteur privé, qui représente 97,3 % du total des crédits, avait connu une croissance de +11,6% et se fixait à 43,9 Md USD. Les prêts à l'achat d'automobiles enregistraient la plus forte progression, +21,4 % en 2015 (2^{ème} année consécutive de hausse supérieure à +20%), suivis des cartes de crédit +20,9% et des prêts pour la construction +18,8%, ce qui dessine assez nettement le profil de l'économie panaméenne, tournée vers la consommation.

En date de novembre 2016, six mois après les « Panama Papers », alors que l'on aurait attendu que le secteur bancaire se repliât, il n'en a rien été¹. La croissance des actifs s'était maintenue, ceux-ci atteignant 119,2 Md USD (+1,8%), bien qu'elle soit probablement moindre qu'en 2015. Hors banques offshores, le total des actifs s'établissait à 99,5 Md USD soit une progression de +1,9% par rapport à novembre 2015, résultat dû en grande partie à la hausse de +9,3% du crédit local.

¹ La Superintendance des banques a néanmoins mentionné au SER qu'une banque étrangère aurait renoncé à s'implanter à Panama en raison de sa réputation entachée

Cependant, en 2016, c'est la rentabilité des banques qui a marqué le pas. Les bénéfices accumulés du Centre Bancaire International, de janvier à novembre 2016, étaient stables par rapport à ceux enregistrés un an plus tôt sur la même période, atteignant 1 459 MUSD. En revanche, le Système Bancaire National enregistrait un repli de ses bénéfices, de -3,4% par rapport à novembre 2015, à cause de la hausse de 78,5% des provisions.

Malgré cette dégradation, les banques panaméennes demeurent bien capitalisées avec une rentabilité des capitaux propres de 12,3% fin novembre, contre 13,4% fin 2015 et le ratio de rentabilité des actifs (ROA) s'est établi à 1,35%, stable par rapport à l'année passée. De plus le ratio des actifs liquides sur le total des actifs est stable à 17,4%.

Dans le détail, on observe qu'entre la fin 2015 et la fin novembre 2016, la Colombienne Banistmo a augmenté ses provisions de 48 M USD à 82 M USD. De même, Banco General a renforcé les siennes de 41 M USD à 56 M USD et la BAC de 24 M USD à 37 M USD. Ainsi, trois des cinq banques les plus importantes ont estimé nécessaire de se prémunir davantage contre un risque de crédit local. De plus, en ce qui concerne Banistmo, même s'il n'est pas très scientifique de comparer les bénéfices enregistrés sur 12 mois avec ceux enregistrés sur 11, l'écart est tel (114 M USD fin 2015 contre 45 M USD fin novembre 2016) qu'il ne paraît pas présomptueux de présager d'un net recul des bénéfices de cette banque en 2016 par rapport à 2015.

Il semble donc que les banques aient intégré une montée des risques en 2016, liée notamment à la dégradation de la qualité du portefeuille de crédit, les créances douteuses passant de 3,1% du portefeuille de crédit à 3,5% de novembre 2015 à novembre 2016.

II. ...s'appuyant sur un modèle économique fragile, qui a été gagnant jusqu'à présent.

L'évolution de la répartition du portefeuille de crédit reste orientée vers la consommation. Ce sont les prêts hypothécaires qui prennent la part du lion, progressant de +12,4% en un an et représentant 30% du portefeuille de crédit. Les prêts à la consommation qui progressent de +15,2% représentent 20,8 % du total des crédits. Les prêts personnels, à eux seuls, comptent pour 13,3% du portefeuille de crédit, les cartes de crédit 4,1% et les prêts automobiles 3,3%. Les crédits destinés au commerce détiennent 23,1 % du marché mais reculent de -3,5% en g.a. Enfin, le crédit destiné à la construction continue son expansion avec +18,9% de croissance et compte pour 12,6% du portefeuille de crédit.

La croissance du secteur bancaire panaméen repose essentiellement sur des pans de l'économie extrêmement sensibles à la conjoncture. La bulle immobilière et la frénésie consumériste - qui poussent les banques à délivrer des prêts sur huit années pour l'achat d'automobiles - sont les moteurs du crédit bancaire et constituent l'axe de développement affiché et assumé de ces dernières au niveau régional. Le ralentissement progressif de la croissance du Panama et l'augmentation des licenciements² que connaît le pays - pour l'heure à petite échelle - devraient amener les banques à plus de prudence. L'endettement des ménages représente plus de 40% du PIB et la zone de surendettement est déjà atteinte pour de nombreuses familles. Il est instructif que Banistmo vienne précisément de lancer une grande campagne « d'éducation financière » pour pousser ses clients à épargner davantage.

Pour l'heure, le miracle panaméen suit son cours et les investisseurs continuent d'affluer, comme le montre la progression des IDE de +17,8% sur les 3 premiers trimestre de 2016 (en glissement annuel). C'est le cas pour le secteur bancaire également qui a vu l'arrivée de la banque à capitaux américains Atlas Bank fin 2016. L'investissement de départ de 25 M USD pourrait monter jusqu'à 500 M USD. Au-delà des lacunes en termes de transparence, le pays continue d'attirer les investisseurs et les déposants car comparé aux autres pays de la zone Amérique latine et Caraïbes, il présente un taux de croissance enviable, une dollarisation stable et ses efforts pour renforcer le cadre réglementaire du secteur financier ne sont pas passés inaperçus en dépit des affaires qui impliquent le centre financier,

² Banistmo a licencié une centaine de personnes ces derniers mois à Panama

comme l'a montré la sortie de liste grise du GAFI en 2016. Si le centre offshore panaméen tient le choc, y compris l'activité fiduciaire des banques qui en est une importante composante, c'est donc le vaste marché bancaire domestique qui peut commencer à susciter certaines interrogations.

Malgré les affaires qui s'accumulent concernant des entreprises, des cabinets d'avocats et des banques impliquées dans l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et la corruption, le secteur financier panaméen continue à attirer les dépôts et les investissements et ne montre pas de signes manifestes d'affaiblissement, du moins jusqu'à présent, car les dernières révélations concernant l'affaire Odebrecht permettent de relier toutes les pratiques obscures qui ont cours au Panama.

Au vu de l'ampleur des révélations et des fortes réactions qu'elles suscitent, le gouvernement n'aura plus d'autre choix s'il veut préserver le centre financier panaméen, que d'accélérer la mise en place d'un cadre réglementaire strict et surtout de s'assurer de son application.

Si les banques panaméennes ne veulent pas se retrouver sanctionnées par les Etats-Unis et se voir ainsi privées de leurs banques de correspondance, elles ont tout intérêt à jouer le jeu de la transparence et à restreindre leur utilisation à des fins douteuses. La question est maintenant de savoir si leur modèle survivrait à autant de transparence.

Il faut s'attendre à ce que la législation au Panama se renforce dans les années à venir et que les critères internationaux s'imposent d'eux-mêmes, par les pressions venant de l'étranger mais aussi en interne.

Annexes.

Annexe I

Les 10 premières banques en terme de dépôts.

Banques	Dépôts décembre 2015 (MUSD)	Dépôts novembre 2016 (MUSD)	Evolution sur 11 mois
Banco General	10 214	10 827	+6%
Banco Nacional de Panama	8 934	8 949	+0,1%
Banistmo	6 658	6 608	-0,7%
Bank of China	4 952	4 768	-3,7%
BAC International Bank	3 418	3 889	+13,7%
Global Bank	3 552	3 567	+0,4%
Banesco	3 490	3 281	-5,9%
The Bank of Nova Scotia	2 687	2 991	+11,3%
Caja de Ahorros	2 637	2 931	+11,1
Bladex	2 795	2 728	-2,4
Total	49 337	50 539	+2,4%

Annexe II

Les 10 premières banques en terme de bénéfices.

Banques	Résultat 2015 (MUSD)	Résultat novembre 2016 (MUSD)	Evolution sur 11 mois
BAC International Bank	319	312	-2,2%
Banco General	240	250	+4,1%
Banco Nacional de Panama	103	117	+13,6%
Global Bank	55	46	-16,3%
Banistmo	114	45	-60,5%
Multibank	56	42	-25%
Banesco	43	39	-9,3%
Bank of China	32	36	+12,5%
The Bank of Nova Scotia	43	27	-37,2%
Credicorp Bank	25	26	4%
Total	1030	940	-8,7%

Annexe III

Répartition du portefeuille de crédit local du SBN.

		2014	2015	nov-16
Crédit à la consommation		7 894 223	9 009 464	10 144 153
dont				
	Crédits auto	1 165 634	1 414 820	1 638 646
	Cartes de crédit	1 400 013	1 692 975	2 001 470
	Prêts personnels	5 238 575	5 901 669	6 504 037
Construction		4 449 832	5 286 171	6 147 661
Hypothèques		11 370 505	13 162 138	14 658 339
Commerce		10 957 315	11 473 265	11 265 964
dont				
	ZLC	1 834 268	2 191 243	1 973 231
	Commerce de gros	4 096 059	3 920 597	3 842 133
	Services	4 633 292	5 155 693	5 185 924
Industrie		2 199 306	2 095 890	2 453 318
Total		36 871 181	41 026 927	43 618 238
Total portefeuille de crédit		40 351 500	45 136 293	48 584 392

Annexe IV

Retour sur le cas de la Balboa Bank & Trust.

Le 5 mai 2016, le groupe Waked Internacional S.A (WISA), appartenant à l'homme d'affaires Abdul Waked, a été inscrit sur la liste OFAC du Trésor américain, ainsi que la Balboa Bank & Trust. Cette banque, enregistrant actuellement 464 MUSD de dépôts (ce qui la situe comme une banque de taille moyenne au sein du secteur bancaire panaméen), a été désignée comme faisant partie d'un schéma de blanchiment de capitaux. Elles'est retrouvée dans l'impossibilité de garder ses relations avec des personnes physiques ou morales américaines. Cette situation l'empêchait donc de réaliser des opérations

à l'international, les banques correspondantes pour le secteur bancaire panaméen étant presque exclusivement américaines.

Nidal Waked, trésorier de la banque et neveu d'Abdul Waked a également été inscrit sur la liste OFAC et ensuite interpellé en Colombie par la DEA, soupçonné d'avoir participé à des opérations de blanchiment. Les soupçons portaient en effet sur une vaste entreprise de blanchiment d'argent de la drogue via les entreprises du groupe WISA, la ZLC, le duty free de l'aéroport de Tocumen et la banque Balboa Bank & Trust.

Suite à cela, les autorités panaméennes ont réagi immédiatement et placé la Balboa Bank & Trust sous la supervision de la Superintendance des banques, pour éviter le licenciement de 172 salariés. L'OFAC a attribué une licence spéciale à la banque pour que le processus de réorganisation puis de vente soit réalisé. Elle l'a prorogée une première fois de 90 jours le 1^{er} novembre puis de nouveau de 60 jours le 2 février 2017. Depuis lors, tous les fonds déposés dans cette banque sont gelés, affectant à la marge la liquidité du secteur bancaire et de l'économie.

Retour sur le cas de la FPB Bank.

Le 10 février dernier, la Superintendance des banques de Panama a pris le contrôle administratif et opérationnel de la banque FPB Bank.

Cette banque, qui est enregistrée sous licence internationale au Panama, aurait démarché des clients au Brésil, alors qu'elle n'y détient pas les autorisations requises pour exercer en tant qu'établissement bancaire. La branche brésilienne du cabinet d'avocat Mossack Fonseca est soupçonnée d'avoir orienté ses clients désireux d'ouvrir un compte offshore vers la FPB Bank. La FPB Bank aurait ainsi ouvert des comptes bancaires offshore à certaines personnes impliquées dans le scandale de corruption Lava Jato, mis en place par l'entreprise brésilienne Odebrecht pour s'assurer de l'obtention de nombreux contrats d'infrastructures dans toutes l'Amérique latine.